

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29384]

3 AVRIL 2014. — Décret relatif aux arts plastiques (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions généralesSection I^{re}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° Arts plastiques : l'architecture, les arts numériques et technologiques, les arts textiles, le design, le dessin, l'estampe, l'illustration, la mode, la peinture, la photographie, la sculpture, la vidéo d'art ou toute autre forme artistique ou technique, y compris novatrice, de même nature;

2° Bénéficiaire : la personne physique ou morale à laquelle la Communauté française octroie un soutien en vertu du présent décret;

3° Déséquilibre financier : au terme d'un exercice, le résultat cumulé négatif dont le montant atteint au moins 10 % de l'ensemble des produits enregistrés pendant cet exercice ou au moins 5 % si l'ensemble des produits par exercice est supérieur à 1.750.000 euros;

4° Exercice : l'exercice comptable annuel qui couvre une année civile;

5° Faisabilité financière : l'analyse du budget prévisionnel fourni par un demandeur évaluant la viabilité économique de son projet;

6° Ministre : le ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant les arts plastiques dans ses attributions;

7° Plan d'assainissement : le contrat conclu entre la Communauté française et un bénéficiaire pour une durée maximale fixée par le Gouvernement ayant pour objet de fixer les modalités de résorption d'un déficit financier par exercice;

8° Plan financier : un document qui détermine le budget prévisionnel de l'activité, la part des charges réservées aux rémunérations du personnel artistique du bénéficiaire proportionnellement aux rémunérations du personnel dans son ensemble, la part réservée aux frais de fonctionnement ainsi que les recettes propres;

9° Recettes propres : tous les revenus d'un bénéficiaire à l'exclusion de l'aide financière structurelle accordée par une autorité publique quelconque.

Section II. — Champ d'application

Art. 2. Le présent décret vise à :

1° Octroyer un soutien aux activités et au fonctionnement des personnes physiques ou morales relatifs à :

a) La création et la production d'œuvres originales de recherche ou d'expression, uniques ou d'un nombre limité d'exemplaires, relevant exclusivement des arts plastiques;

b) La monstration, la promotion ou la diffusion d'œuvres ou de créateurs relevant exclusivement des arts plastiques, notamment l'organisation d'expositions, le commissariat d'expositions ou la publication de catalogues d'expositions, d'essais, de critiques et d'études relatifs à des œuvres ou des créateurs relevant des arts plastiques;

c) La recherche ou la formation relevant exclusivement des arts plastiques, y compris la participation à des résidences d'artistes, à l'exclusion des matières relevant de l'enseignement artistique;

d) La médiation ou le service aux publics relevant exclusivement des arts plastiques;

e) L'information, le conseil ou tout autre service aux professionnels des arts plastiques, y compris la documentation sur tout support;

2° Permettre l'acquisition, la préservation, la conservation et la valorisation par la Communauté française d'œuvres relevant exclusivement des arts plastiques, à l'exclusion des matières relevant du décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales.

Art. 3. Le présent décret s'applique :

1° Aux personnes physiques qui exercent une ou plusieurs activités rémunérées visées à l'article 2 relevant d'un domaine des arts plastiques, sans qu'il soit nécessaire que cette activité représente leur revenu principal;

2° Aux personnes morales dont l'objet social relève, en ordre principal, d'une ou plusieurs activités visées à l'article 2 et qui emploient du personnel administratif ou artistique, dans le respect de la législation sociale belge.

Section III. — Principes généraux

Art. 4. Sans préjudice des dispositions particulières qui y sont relatives, le soutien visé à l'article 2, 1°, ou l'acquisition visée à l'article 2, 2°, ne peut pas intervenir au bénéfice d'une personne physique ou morale qui appartient à un organisme ou une association dont il est établi par une décision de justice coulée en force de chose jugée qu'il ne respecte pas les principes essentiels de la démocratie et se manifestant par l'incitation à violer la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation des génocides commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou le décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination.

Section IV. — Instances d'avis

Art. 5. Sont compétents pour rendre des avis au sens du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis œuvrant dans le secteur culturel :

1° En ce qui concerne l'octroi d'un soutien visé à l'article 2, 1° :

a. Dans le domaine de l'architecture : le Conseil de l'architecture;

b. Dans le domaine des arts numériques et technologiques : le Conseil des arts numériques et technologiques;

c. Dans le domaine des arts textiles, du dessin, de l'estampe, de l'illustration, de la peinture, de la photographie, de la sculpture ou de la vidéo d'art : le Conseil des arts plastiques;

d. Dans le domaine du design et de la mode : le Conseil du design et de la mode;

e. En faveur de projets relevant de plusieurs domaines des arts plastiques : le Conseil interdisciplinaire des arts plastiques.

2° En ce qui concerne l'acquisition d'œuvres visée à l'article 2, 2° : la Commission d'acquisition des œuvres d'art.

Il ne peut y avoir plus d'une instance d'avis compétente pour une même forme artistique ou technique.

Art. 6. Le Comité de concertation des arts plastiques a pour mission de formuler à la demande du ministre des avis sur :

1° Toute question de politique relative aux arts plastiques;

2° Toute question relative au présent décret.

Le Comité de concertation est composé de seize membres avec voix délibérative, désignés par le Gouvernement.

En sus des membres visés à l'alinéa 2, le Comité de concertation peut comprendre des membres avec voix consultative, désignés par le Gouvernement.

CHAPITRE II. — *Soutien aux activités et au fonctionnement*

Section I^{re}. — Dispositions générales

Art. 7. Le Gouvernement procède à l'octroi et, le cas échéant, au retrait de soutien aux activités et au fonctionnement en faveur des personnes visées à l'article 3.

Art. 8. Le Gouvernement peut octroyer quatre types de soutien aux activités et au fonctionnement :

1° La bourse;

2° Le soutien ponctuel;

3° La convention;

4° Le contrat-programme.

Art. 9. Après consultation de l'instance d'avis compétente, le Gouvernement arrête, par domaine et par type d'activité, les échéances auxquelles doivent répondre les demandes de soutien adressées aux services du Gouvernement.

Art. 10. Le Gouvernement arrête la procédure d'introduction de la demande et de du recours administratif interne par le demandeur.

La procédure visée à l'alinéa 1^{er} prévoit au minimum :

1° Les modalités d'information du demandeur;

2° En cas de refus de la demande, la faculté pour le demandeur que sa demande fasse l'objet d'un nouvel avis de l'instance compétente et d'un nouvel examen par le Gouvernement, pour autant qu'il fournisse des éléments de motivation.

Art. 11. Les subventions octroyées dans le cadre d'un soutien aux activités et au fonctionnement sont accordées dans les limites des crédits budgétaires disponibles de la Communauté française.

Art. 12. Après consultation de l'instance d'avis compétente, le Gouvernement peut arrêter, par domaine et par type d'activité, les montants minimal et maximal des subventions octroyées dans le cadre d'un soutien aux activités et au fonctionnement.

Le Gouvernement détermine s'il échet, par domaine et par type d'activité requérant des données en termes d'emploi, les éléments nécessaires à l'établissement du cadastre de l'emploi créé au sein du Secrétariat général tel que défini par le décret du 19 octobre 2007 instaurant un cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française.

Art. 13. Le Gouvernement informe le bénéficiaire du type de soutien aux activités et au fonctionnement qui lui est octroyé, des conditions liées à l'obtention de ce soutien, du montant de la subvention y afférente, et de ses modalités de liquidation.

Section II. — Bourse

Sous-section I^{re}. — Objet

Art. 14. Le Gouvernement peut attribuer deux types de bourses :

— La bourse d'aide à la recherche ou à la formation;

— La bourse d'aide à la création ou à la production artistique.

Sous-section II. — Conditions d'octroi

Art. 15. § 1^{er}. Le demandeur qui sollicite une bourse d'aide à la recherche ou à la formation doit :

1° Etre une personne physique domiciliée ou résidant en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale;

2° Développer des activités artistiques professionnelles ou des activités d'information, de conseil ou d'autre service aux professionnels des arts plastiques;

3° Le cas échéant, démontrer la qualité professionnelle du partenaire avec lequel la recherche ou la formation est effectuée;

4° Présenter et décrire son projet artistique et son intention culturelle;

5° Démontrer l'intérêt culturel des activités pour la Communauté française;

6° Ne pas être une personne visée à l'article 4, alinéa 2.

Un même demandeur ne peut bénéficier de plus de trois bourses à la formation ou à la recherche au cours d'une période de quatre années consécutives.

§ 2. Le demandeur qui sollicite une bourse d'aide à la création ou à la production artistique doit :

1° Etre une personne physique domiciliée ou résidant en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale;

2° Développer des activités artistiques professionnelles ou des activités d'information, de conseil ou d'autre service aux professionnels des arts plastiques;

3° Présenter et décrire son projet original de création ou de production dans une note d'intention;

4° Faire valoir son activité ou son intérêt pour le domaine dans lequel la bourse est sollicitée;

5° Mener des activités qui s'adressent principalement aux publics de la Communauté française;

6° Ne pas être une personne visée à l'article 4, alinéa 2.

Un même demandeur ne peut bénéficier de plus de trois bourses à la création ou à la production artistique au cours d'une période de quatre années consécutives.

§ 3. Le Gouvernement arrête les conditions particulières d'octroi de bourses, par domaine ou relatives à des projets interdisciplinaires.

Sous-section III. — Procédure d'octroi

Art. 16. § 1^{er}. Le demandeur adresse la demande d'octroi d'une bourse aux services du Gouvernement conformément aux dispositions visées à l'article 9, sous peine d'irrecevabilité.

§ 2. La demande comprend les éléments suivants :

1° Le formulaire type arrêté par le Gouvernement, dûment complété par le demandeur;

2° Une copie de la carte d'identité du demandeur;

3° Son curriculum vitae;

4° Une présentation de sa démarche artistique et son intention culturelle;

5° Une description de la bourse sollicitée;

6° Une note motivant l'intérêt d'octroyer la bourse eu égard au développement de son activité artistique;

7° Les coordonnées bancaires du demandeur.

§ 3. La demande visée au paragraphe 1^{er} peut être introduite par voie électronique.

§ 4. Les services du Gouvernement délivrent un accusé de réception au demandeur et vérifient la recevabilité de la demande dans un délai de trente jours à dater de sa réception.

Dans l'hypothèse où le dossier est incomplet, les services du Gouvernement en avertissent par courrier le demandeur dans le délai de trente jours visé à l'alinéa 1^{er}.

Le demandeur dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception du courrier des services du Gouvernement visé à l'alinéa 2 pour transmettre les pièces manquantes.

Si le demandeur ne se manifeste pas au terme du délai de trente jours visé à l'alinéa 3, la demande est considérée comme irrecevable de plein droit.

A défaut de réaction des services du Gouvernement dans le délai de trente jours visé à l'alinéa 1^{er}, la demande est réputée recevable.

Art. 17. Les services du Gouvernement examinent la demande et émettent un avis dans un délai de quarante-cinq jours à dater de sa réception.

Les services du Gouvernement transmettent l'avis à l'instance d'avis compétente.

Art. 18. Les dossiers recevables sont inscrits, par ordre d'arrivée, à l'ordre du jour de la réunion de l'instance d'avis compétente, sauf si le règlement d'ordre intérieur de celle-ci prévoit une procédure particulière d'examen, par type de dossiers.

Art. 19. L'instance d'avis compétente évalue notamment la valeur artistique du projet et la pertinence artistique de l'action que le demandeur propose de développer.

L'instance d'avis émet un avis motivé sur l'opportunité d'octroyer une bourse et le montant de celle-ci dans un délai de soixante jours à dater de la réception de l'avis des services du Gouvernement.

L'instance d'avis prend en considération la spécificité du demandeur et s'appuie notamment sur des critères d'évaluation tels que :

1° L'intérêt artistique et culturel du projet, notamment son aspect original et la façon dont le demandeur entend concrétiser le projet;

2° L'adéquation entre le montant de la bourse demandée et le projet artistique.

Art. 20. Les services du Gouvernement transmettent l'avis visé à l'article 19 au Gouvernement.

Le Gouvernement arrête sa décision dans un délai de nonante jours à dater de la réception de l'avis visé à l'article 19.

Sous-section IV. — Evaluation

Art. 21. § 1^{er}. Le bénéficiaire d'une bourse adresse aux services du Gouvernement un rapport d'activités dans le délai arrêté par le Gouvernement.

Lorsque le rapport ne leur est pas adressé dans le délai imparti, les services du Gouvernement adressent au bénéficiaire un courrier de rappel et, à défaut de réception du rapport dans un délai de trente jours à dater de la réception du courrier par le bénéficiaire, une mise en demeure par voie recommandée.

Le cas échéant, la liquidation des subventions est suspendue jusqu'à ce que le bénéficiaire ait transmis le rapport.

A défaut d'adresser son rapport dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la mise en demeure visée à l'alinéa 2, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucun autre régime de soutien.

§ 2. S'agissant de la bourse d'aide à la création artistique, le bénéficiaire joint une copie de la représentation de l'œuvre ou, à défaut, les éléments attestant de la réalisation de celle-ci.

Si le bénéficiaire considère que l'œuvre à laquelle il a abouti n'est pas satisfaisante, il le précise et fait valoir le niveau d'accomplissement auquel il est arrivé.

Section III. — Soutien ponctuel

Sous-section I^{re}. — Objet

Art. 22. Le Gouvernement peut attribuer trois types de soutiens ponctuels :

- 1° L'aide à la création ou à la production d'une œuvre;
- 2° L'aide à la monstration, à la diffusion ou à la promotion d'une ou plusieurs œuvres, notamment l'organisation d'une exposition, le commissariat d'une exposition, la programmation annuelle, l'organisation d'ateliers, l'organisation de rencontres professionnelles ou la publication d'un ouvrage relatif à des œuvres d'arts plastiques;
- 3° L'aide à l'équipement.

Sous-section II. — Conditions d'octroi

Art. 23. Le demandeur qui sollicite un soutien ponctuel doit :

- 1° Etre une personne physique domiciliée ou résidant en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale ou une personne morale établie en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 2° Développer des activités artistiques professionnelles ou des activités d'information, de conseil ou d'autre service aux professionnels des arts plastiques;
- 3° Présenter et décrire dans une note d'intention son projet original conforme à l'article 2, 1°;
- 4° Faire valoir son activité ou son intérêt pour le domaine dans lequel le soutien ponctuel est sollicité;
- 5° S'il est une personne morale, ne pas disposer d'un contrat-programme en vertu du présent décret;
- 6° Mener des activités qui s'adressent principalement aux publics de la Communauté française;
- 7° Ne pas être une personne visée à l'article 4, alinéa 2.

Sous-section III. — Procédure d'octroi

Art. 24. § 1^{er}. Le demandeur adresse la demande d'octroi d'un soutien ponctuel aux services du Gouvernement conformément aux dispositions visées sous l'article 9, à peine d'irrecevabilité.

§ 2. Si le demandeur est une personne physique, la demande comprend les éléments suivants :

- 1° Le formulaire type arrêté par le Gouvernement, dûment complété par le demandeur;
- 2° Une copie de la carte d'identité du demandeur;
- 3° Son curriculum vitae;
- 4° Une présentation de sa démarche artistique et son intention culturelle;
- 5° Une description du projet d'activités pour lequel est sollicité le soutien;
- 6° Une note motivant l'intérêt d'octroyer un soutien ponctuel eu égard au développement de son activité artistique;
- 7° Lorsque la demande vise une coproduction, l'accord liant les parties;
- 8° Un budget prévisionnel afférent au projet;
- 9° Une note relative au volume des activités prévues;
- 10° Le cas échéant, un plan de diffusion du projet;
- 11° Une description du public visé;
- 12° Les coordonnées bancaires du demandeur.

§ 3. Si le demandeur est une personne morale, la demande comprend les éléments suivants :

- 1° Le formulaire type arrêté par le Gouvernement, dûment complété par le demandeur;
- 2° Une copie des statuts du demandeur en vigueur à la date de la demande, tels que publiés au *Moniteur belge*;
- 3° Le nom des personnes assurant les directions artistique et administrative du demandeur et leur curriculum vitae;
- 4° Le nombre de travailleurs;
- 5° Une liste actualisée des membres du conseil d'administration et de l'assemblée générale;
- 6° Une attestation quant à la nature des droits réels dont dispose le demandeur sur l'immeuble;
- 7° Le rapport d'activités et les comptes et bilan de l'exercice précédent, le cas échéant;
- 8° Une présentation de sa démarche artistique et son intention culturelle;
- 9° Une description du projet d'activités lequel est sollicité le soutien;
- 10° Une note motivant l'intérêt d'octroyer un soutien ponctuel eu égard au développement de son activité artistique;
- 11° Lorsque la demande vise une coproduction, l'accord liant les parties;
- 12° Un budget prévisionnel afférent au projet;
- 13° Une note relative au volume des activités prévues;
- 14° Le cas échéant, un plan de diffusion du projet;
- 15° Une description du public visé;
- 16° Les coordonnées bancaires du demandeur.

§ 4. La demande visée au paragraphe 1^{er} peut être introduite par voie électronique.

§ 5. Les services du Gouvernement délivrent un accusé de réception au demandeur et vérifient la recevabilité de la demande dans un délai de trente jours à dater de sa réception.

Dans l'hypothèse où le dossier est incomplet, les services du Gouvernement en avertissent par courrier le demandeur dans le délai de trente jours visé à l'alinéa 1^{er}.

Le demandeur dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception du courrier des services du Gouvernement visé à l'alinéa 2 pour transmettre les pièces manquantes.

Si le demandeur ne se manifeste pas au terme du délai de trente jours visé à l'alinéa 3, la demande est considérée comme irrecevable de plein droit.

A défaut de réaction des services du Gouvernement dans le délai de trente jours visé à l'alinéa 1^{er}, la demande est réputée recevable.

Art. 25. Les services du Gouvernement examinent la demande et émettent un avis dans un délai de quarante-cinq jours à dater de sa réception.

Les services du Gouvernement transmettent l'avis à l'instance d'avis compétente, sur la base de critères objectivables, notamment :

- 1° Le public potentiel;
- 2° Le volume d'emploi, notamment artistique;
- 3° Le volume d'activités envisagé;
- 4° La faisabilité financière du projet.

Art. 26. Les dossiers recevables sont inscrits, par ordre d'arrivée, à l'ordre du jour de la réunion de l'instance d'avis compétente, sauf si le règlement d'ordre intérieur de celle-ci prévoit une procédure particulière d'examen, par type de dossiers.

Art. 27. L'instance d'avis compétente évalue notamment la valeur artistique du projet et la pertinence artistique de l'action que le demandeur propose de développer.

L'instance d'avis émet un avis motivé sur l'opportunité d'octroyer un soutien ponctuel et le montant de celui-ci dans un délai de soixante jours à dater de la réception de l'avis des services du Gouvernement.

L'instance d'avis prend en considération la spécificité du demandeur et s'appuie notamment sur des critères d'évaluation tels que :

- 1° La qualité artistique et culturelle du projet;
- 2° Sa capacité de rayonnement au sein ou en dehors des régions de langue française et bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 3° L'adéquation entre le montant du soutien ponctuel demandé et le projet artistique.

L'instance d'avis prend également en considération la mise en valeur des œuvres des créateurs de la Communauté française ou l'utilisation de formes ou expressions les plus nouvelles du domaine concerné.

Art. 28. Les services du Gouvernement transmettent l'avis visé à l'article 27 au Gouvernement.

Le Gouvernement arrête sa décision dans un délai de nonante jours à dater de la réception de l'avis visé à l'article 27.

Sous-section IV. — Evaluation

Art. 29. Le bénéficiaire d'un soutien ponctuel adresse aux services du Gouvernement un rapport d'activités dans le délai arrêté par le Gouvernement comprenant au moins les éléments suivants :

- 1° Une évaluation artistique et culturelle;
- 2° S'il échet, le volume d'emploi, notamment artistique, généré par le projet;
- 3° S'il échet, le volume d'activités;
- 4° Le public touché;
- 5° Les comptes et bilan de l'activité subventionnée.

Lorsque le rapport ne leur est pas adressé dans le délai imparti, les services du Gouvernement adressent au bénéficiaire un courrier de rappel et, à défaut de réception du rapport dans un délai de trente jours à dater de la réception par le bénéficiaire, une mise en demeure par voie recommandée.

Le cas échéant, la liquidation des subventions est suspendue jusqu'à ce que le bénéficiaire ait transmis le rapport.

A défaut d'adresser son rapport dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la mise en demeure visée à l'alinéa 2, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucun autre régime de soutien.

Section IV. — Convention

Sous-section I^{re}. — Objet

Art. 30. Le Gouvernement peut conclure une convention avec une personne visée à l'article 3, 2°.

La convention contient une ou plusieurs obligations relevant exclusivement des arts plastiques et visées à l'article 2, 1°.

Le Gouvernement arrête par domaine ou groupe de domaines visés à l'article 1^{er}, 1°, les subventions octroyées aux bénéficiaires.

Sous-section II. — Conditions d'octroi

Art. 31. Le demandeur qui sollicite une convention doit :

- 1° Etre une personne morale établie en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 2° Développer des activités artistiques professionnelles ou des activités d'information, de conseil ou d'autre service aux professionnels des arts plastiques;
- 3° Présenter et décrire dans une note d'intention son projet original conformément à l'article 2, 1°;
- 4° Faire valoir son activité ou son intérêt pour le domaine dans lequel la convention est sollicitée;

5° Etablir un compte de résultat et une situation bilantaire conformément aux principes et règles usuelles de la comptabilité en partie double;

6° Justifier, durant les trois années qui précèdent la demande, d'une période d'activité professionnelle régulière dans le secteur des arts plastiques ou avoir bénéficié d'une convention ou d'un contrat-programme durant les deux années qui précèdent celle de l'introduction de la demande;

7° S'il s'agit d'une demande de conclusion d'une première convention, être en équilibre financier;

8° S'il s'agit d'une demande de renouvellement de convention et lorsqu'il présente un déséquilibre financier, disposer d'un plan d'assainissement approuvé par le Gouvernement;

9° Ne pas bénéficier concomitamment d'un contrat-programme en vertu du présent décret;

10° Mener des activités qui s'adressent principalement aux publics de la Communauté française;

11° Ne pas être une personne visée à l'article 4, alinéa 2.

Sous-section III. — Procédure d'octroi

Art. 32. 1^{er}. Le demandeur adresse la demande de conclusion d'une convention aux services du Gouvernement conformément aux dispositions visées à l'article 9, sous peine d'irrecevabilité.

§ 2. La demande comprend les éléments suivants :

1° Le formulaire type arrêté par le Gouvernement, dûment complété par le demandeur;

2° Une copie des statuts du demandeur en vigueur à la date de la demande, tels que publiés au *Moniteur belge*;

3° Le nom des personnes assurant les directions artistique et administrative du demandeur et leur *curriculum vitae*;

4° Le nombre de travailleurs;

5° Une liste actualisée des membres du conseil d'administration et de l'assemblée générale;

6° Une attestation quant à la nature des droits réels dont dispose le demandeur sur l'immeuble;

7° Le rapport d'activités et les comptes et bilan de l'exercice précédent, le cas échéant;

8° Une présentation de sa démarche artistique et de son intention culturelle;

9° Une description du projet d'activités pour lequel est sollicitée la convention;

10° Une note motivant l'intérêt d'octroyer une convention eu égard au développement de son activité artistique;

11° Le bilan et le compte de résultat de l'exercice qui précède;

12° Pour la durée de la convention :

a) Un plan financier afférent au projet;

b) Le volume des activités prévues;

c) Le volume d'emploi nécessaire pour mener les activités;

d) La description du public visé;

e) Le cas échéant, la description des partenariats développés avec d'autres opérateurs tels que les centres culturels, les organismes d'éducation permanente ou les établissements scolaires;

13° Un descriptif des activités menées durant les trois dernières années au minimum, dont les activités soutenues en vertu du présent décret;

14° Les noms et titres des personnes physiques représentant le bénéficiaire signataire de la convention, dont sa direction artistique.

15° Les coordonnées bancaires du demandeur.

Lorsqu'il s'agit d'une demande de renouvellement, et compte tenu de la spécificité du demandeur, le descriptif visé à l'alinéa 1^{er}, 13°, comprend notamment l'évolution du volume d'activités et de la fréquentation annuelle ainsi que l'évolution des recettes propres le cas échéant et le volume d'emploi, notamment artistique, généré par l'activité.

§ 3. La demande visée au paragraphe 1^{er} peut être introduite par voie électronique.

§ 4. Les services du Gouvernement délivrent un accusé de réception au demandeur et vérifient la recevabilité de la demande dans un délai de soixante jours à dater de sa réception.

Dans l'hypothèse où le dossier est incomplet, les services du Gouvernement en avertissent par courrier le demandeur dans le délai de soixante jours visé à l'alinéa 1^{er}.

Le demandeur dispose d'un délai de soixante jours à dater de la réception du courrier des services du Gouvernement visé à l'alinéa 2 pour transmettre les pièces manquantes.

Si le demandeur ne se manifeste pas au terme du délai de trente jours visé à l'alinéa 3, la demande est considérée comme irrecevable de plein droit.

A défaut de réaction des services du Gouvernement dans le délai de soixante jours visé à l'alinéa 1^{er}, la demande est réputée recevable.

Art. 33. Les services du Gouvernement examinent la demande et émettent un avis dans un délai de quarante-cinq jours à dater de sa réception.

Les services du Gouvernement transmettent l'avis à l'instance d'avis compétente, sur la base de critères objectivables, notamment :

1° Pour la période à couvrir par la convention :

a) Le volume d'emploi, notamment artistique;

b) Le volume d'activités envisagées;

c) Le public visé;

d) La faisabilité financière du projet;

2° S'agissant d'un renouvellement de convention ou si le demandeur a bénéficié d'un contrat-programme au cours des trois années précédentes, l'évolution, pour les trois dernières années, des critères suivants :

- a) Le volume d'emploi, notamment artistique;
- b) Le volume d'activités réalisé;
- c) Le public touché;
- d) Le cas échéant, les recettes propres.

Art. 34. Les dossiers recevables sont inscrits, par ordre d'arrivée, à l'ordre du jour de la réunion de l'instance d'avis compétente, sauf si le règlement d'ordre intérieur de celle-ci prévoit une procédure particulière d'examen, par type de dossiers.

Art. 35. L'instance d'avis compétente évalue notamment la valeur artistique du projet et la pertinence artistique de l'action que le demandeur propose de développer.

L'instance d'avis émet un avis motivé sur l'opportunité de conclure une convention et le montant de celle-ci dans un délai de soixante jours à dater de la réception de l'avis des services du Gouvernement.

L'instance prend en considération la spécificité du demandeur et s'appuie notamment sur des critères d'évaluation tels que :

- 1° La qualité artistique et culturelle du projet;
- 2° Sa capacité de rayonnement au sein ou en dehors des régions de langue française et bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 3° L'adéquation entre le montant de la convention demandée et le projet artistique;
- 4° L'opportunité d'une stabilisation de l'activité du demandeur par la conclusion d'une convention.

L'instance d'avis prend également en considération la mise en valeur des œuvres des créateurs de la Communauté française ou l'utilisation de formes ou expressions les plus nouvelles du domaine concerné.

Art. 36. Les services du Gouvernement transmettent l'avis visé à l'article 35 au Gouvernement.

Le Gouvernement arrête sa décision dans un délai de nonante jours à dater de la réception de l'avis visé à l'article 35.

Sous-section IV. — Durée

Art. 37. La convention couvre une période de trois ou quatre ans.

Sous-section V. — Contenu

Art. 38. La convention contient au minimum les éléments suivants :

- 1° La date d'entrée en vigueur et la date d'échéance;
- 2° Le montant de la subvention accordée et ses modalités de liquidation;
- 3° Les missions artistiques assumées par le bénéficiaire et les objectifs fixés pour la période de subventionnement;
- 4° La description et le volume des activités prévues pour la période couverte par la convention;
- 5° Les engagements d'équilibre financier du bénéficiaire;
- 6° Les modalités de contrôle financier exercé par la Communauté française;
- 7° Les modalités de modification, suspension, résiliation et renouvellement de la convention;
- 8° Le cas échéant, les modalités relatives au plan d'assainissement;
- 9° Le délai dans lequel le bénéficiaire adresse son rapport d'activités aux services du Gouvernement.

Sous-section VI. — Evaluation

Art. 39. Le bénéficiaire d'une convention adresse aux services du Gouvernement, au terme de chaque exercice écoulé, un rapport d'activités dans le délai arrêté par le Gouvernement comprenant au minimum les éléments suivants :

- 1° Un rapport comprenant notamment le public touché et les partenariats développés;
- 2° Les comptes et bilan de l'exercice écoulé, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur;
- 3° Le cas échéant, les données relatives à la fréquentation;
- 4° Le degré d'exécution des obligations définies en vertu de l'article 38.

Le bénéficiaire présente également, pour l'exercice suivant, ses projets artistiques et le budget prévisionnel.

Lorsque le rapport ne leur est pas adressé dans le délai imparti, les services du Gouvernement adressent au bénéficiaire un courrier de rappel et, à défaut de réception dans un délai de trente jours à dater de la réception par le bénéficiaire, une mise en demeure par voie recommandée.

La liquidation des subventions est suspendue jusqu'à ce que le bénéficiaire ait transmis le rapport.

A défaut d'adresser son rapport dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la mise en demeure visée à l'alinéa 3, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucun autre régime de soutien.

Sous-section VII. — Renouvellement

Art. 40. Au plus tard avant la fin du premier trimestre du dernier exercice couvert par la convention, le bénéficiaire informe, le cas échéant, les services du Gouvernement de son souhait de voir celle-ci renouvelée et lui adresse une actualisation des documents décrits à l'article 32 ainsi qu'un descriptif des activités menées pendant la période couverte par la convention arrivant à terme, en particulier le degré d'exécution des missions qui y figurent.

Les sous-sections 1^{re} à 6 sont applicables lors du renouvellement de la convention.

Sous-section VIII. — Suspension, modification, résiliation

Art. 41. Le Gouvernement arrête les modalités de suspension, modification et résiliation de la convention.

La convention ne peut être suspendue, modifiée ou résiliée sans avoir été soumise au préalable à l'avis de l'instance compétente.

Section V. — Contrat-programme

Sous-section I^{re}. — Objet

Art. 42. Le Gouvernement peut conclure un contrat programme avec une personne visée à l'article 3, 2°.

Le contrat-programme contient une ou plusieurs missions de service public confiées par le Gouvernement au bénéficiaire, relevant exclusivement des arts plastiques et visées à l'article 2, 1°, et leurs modalités d'exécution.

Sous-section II. — Conditions d'octroi

Art. 43. Le demandeur qui sollicite un contrat programme doit :

- 1° Etre une personne morale établie en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale;
- 2° Développer des activités artistiques professionnelles ou des activités d'information, de conseil ou d'autre service aux professionnels des arts plastiques;
- 3° Présenter et décrire dans une note d'intention son projet original conforme à l'article 2, 1°;
- 4° Faire valoir son activité ou son intérêt pour le domaine dans lequel le contrat-programme est sollicité;
- 5° Etablir un compte de résultat et une situation bilantaire conformément aux principes et règles usuels de la comptabilité en partie double;
- 6° Avoir bénéficié d'une convention ou d'un contrat-programme durant les trois années qui précèdent celle de l'introduction de la demande;
- 7° S'il s'agit d'une demande de conclusion d'un premier contrat-programme, être en équilibre financier;
- 8° S'il s'agit d'une demande de renouvellement de contrat-programme et lorsque le demandeur présente un déséquilibre financier, disposer d'un plan d'assainissement approuvé par le Gouvernement;
- 9° Ne pas bénéficier concomitamment d'une convention en vertu du présent décret;
- 10° Mener des activités qui s'adressent principalement aux publics de la Communauté française;
- 11° Ne pas être une personne visée à l'article 4, alinéa 2.

Sous-section III. — Procédure d'octroi

Art. 44. § 1^{er}. Le demandeur adresse la demande de conclusion d'un contrat-programme aux services du Gouvernement conformément aux dispositions visées à l'article 9, sous peine d'irrecevabilité.

§ 2. La demande comprend les éléments suivants :

- 1° Le formulaire type arrêté par le Gouvernement, dûment complété par le demandeur;
- 2° Une copie des statuts du demandeur en vigueur à la date de la demande, tels que publiés au *Moniteur belge*;
- 3° Le nom des personnes assurant les directions artistique et administrative du demandeur et leur curriculum vitae;
- 4° Le nombre de travailleurs;
- 5° Une liste actualisée des membres du conseil d'administration et de l'assemblée générale;
- 6° Une attestation quant à la nature des droits réels dont dispose le demandeur sur l'immeuble;
- 7° Le rapport d'activités et les comptes et bilan de l'exercice précédent;
- 8° Une présentation de sa démarche artistique et son intention culturelle;
- 9° Une description du projet d'activités pour lequel est sollicité le contrat-programme;
- 10° Une note motivant l'intérêt d'octroyer un contrat-programme eu égard au développement de son activité artistique;
- 11° Les comptes et bilan de résultat de l'exercice précédent;
- 12° Pour la durée du contrat-programme :
 - a) Un plan financier afférent à ce projet;
 - b) Le volume des activités prévues;
 - c) Le volume d'emploi nécessaire pour mener les activités;
 - d) Le cas échéant, le plan de diffusion ou de promotion du projet;
 - e) La description du public visé;
 - f) Le cas échéant, la description des partenariats développés avec d'autres opérateurs tels que notamment les centres culturels, les organismes d'éducation permanente ou les établissements scolaires;
- 13° Un descriptif des activités menées dans les trois dernières années, dont les activités soutenues en vertu des dispositions du présent décret;
- 14° Les noms et titres des personnes physiques représentant le bénéficiaire signataire du contrat-programme, dont sa direction artistique;
- 15° Les coordonnées bancaires du demandeur.

§ 3. La demande visée au paragraphe 1^{er} peut être introduite par voie électronique.

§ 4. Les services du Gouvernement délivrent au demandeur un accusé de réception et vérifient la recevabilité de la demande dans un délai de soixante jours à dater de sa réception.

Dans l'hypothèse où le dossier est incomplet, les services du Gouvernement en avertissent par courrier le demandeur dans le délai de soixante jours visé à l'alinéa 1^{er}.

Le demandeur dispose d'un délai de soixante jours à dater de la réception du courrier des services du Gouvernement visé à l'alinéa 2 pour transmettre les pièces manquantes.

Si le demandeur ne se manifeste pas au terme du délai de trente jours visé à l'alinéa 3, la demande est considérée comme irrecevable de plein droit.

A défaut de réaction des services du Gouvernement dans le délai de soixante jours visé à l'alinéa 1^{er}, la demande est réputée recevable.

Art. 45. Les services du Gouvernement examinent la demande et émettent un avis dans un délai de quarante-cinq jours à dater de sa réception.

Les services du Gouvernement transmettent l'avis à l'instance d'avis compétente, sur la base de critères objectivables, notamment :

1° Pour la période à couvrir par le contrat programme :

- a) Le volume d'emploi, notamment artistique;
- b) Le volume d'activités envisagé;
- c) Le public visé;
- d) Le cas échéant, le plan de diffusion ou de promotion;
- e) La faisabilité financière du projet;

2° Un descriptif de l'évolution, pour les trois dernières années, des critères suivants :

- a) Le volume d'emploi, notamment artistique;
- b) Le volume d'activités réalisés;
- c) Le public touché;
- d) Le cas échéant, les recettes propres, notamment la billetterie;
- e) La politique de prix;
- f) Le cas échéant, le nombre de créations et de productions;

3° La répartition géographique des activités et des publics;

4° Les collaborations menées, le cas échéant, avec d'autres partenaires culturels communautaires ou internationaux.

Art. 46. Les dossiers recevables sont inscrits, par ordre d'arrivée, à l'ordre du jour de la réunion de l'instance d'avis compétente, sauf si le règlement d'ordre intérieur de celle-ci prévoit une procédure particulière d'examen, par type de dossiers.

Art. 47. L'instance d'avis compétente évalue notamment la valeur artistique du projet et la pertinence artistique de l'action que le demandeur propose de développer.

L'instance d'avis émet un avis motivé sur l'opportunité de conclure un contrat-programme et le montant de celui-ci dans un délai de soixante jours à dater de la réception de l'avis des services du Gouvernement.

L'instance prend en considération la spécificité du demandeur et s'appuie notamment sur des critères d'évaluation tels que :

1° La qualité artistique et culturelle du projet;

2° Sa capacité de rayonnement au sein ou en dehors des régions de langue française et bilingue de Bruxelles-Capitale;

3° L'adéquation entre le montant du contrat programme demandé et le projet artistique;

4° L'opportunité d'une stabilisation de l'activité du bénéficiaire pour la conclusion d'un contrat-programme.

L'instance d'avis prend également en considération la mise en valeur des créateurs de la Communauté française ou l'utilisation de formes ou expressions les plus nouvelles du domaine concerné.

Art. 48. Les services du Gouvernement transmettent l'avis visé à l'article 47 au Gouvernement.

Le Gouvernement arrête sa décision dans un délai de nonante jours à dater de la réception de l'avis visé à l'article 47.

Sous-section IV. — Durée

Art. 49. Le contrat-programme couvre une période de cinq ou six ans.

Sous-section V. — Contenu

Art. 50. § 1^{er}. Le contrat-programme contient au minimum les éléments suivants :

1° La date d'entrée en vigueur et la date d'échéance;

2° Le montant de la subvention accordée et ses modalités de liquidation;

3° Les missions artistiques assumées par le bénéficiaire et les objectifs fixés pour la période de subventionnement;

4° Pour la durée du contrat-programme :

a) La part du total des charges affectée à la masse salariale, ainsi que la part de la masse salariale affectée à la masse salariale artistique, exprimées en pourcents sur la durée du contrat programme;

b) Le volume d'emploi;

c) La description et le volume des activités prévues;

5° Les engagements d'équilibre financier du bénéficiaire;

6° Les modalités de contrôle financier exercé par la Communauté française;

7° Les modalités de suspension, modification, résiliation et renouvellement du contrat programme;

8° Le cas échéant, les modalités relatives au plan d'assainissement;

9° Le délai dans lequel le bénéficiaire adresse son rapport d'activités aux services du Gouvernement.

§ 2. Le contrat-programme d'un bénéficiaire jouissant d'un lieu d'exposition des œuvres ou de présentation de créateurs et dont une partie de la subvention est consacrée à son fonctionnement peut imposer au bénéficiaire d'accueillir ou de prendre en résidence des personnes morales ou physiques visées à l'article 3. Le contrat programme en précise, le cas échéant, les modalités.

Sous-section VI. — Evaluation

Art. 51. Le bénéficiaire d'un contrat-programme adresse aux services du Gouvernement, au terme de chaque exercice écoulé, selon le modèle déterminé par le Gouvernement, un rapport d'activités dans le délai arrêté par le Gouvernement comprenant au minimum les éléments suivants :

- 1° Un rapport moral comprenant notamment le public touché et les partenariats développés;
- 2° Les comptes et bilan de l'exercice écoulé, établis conformément aux lois et règlements comptables en vigueur;
- 3° Le cas échéant, les données relatives à la fréquentation;
- 4° Le degré d'exécution des obligations définies en vertu de l'article 50.

Le bénéficiaire présente également, pour l'exercice suivant, ses projets artistiques et le budget prévisionnel.

Lorsque le rapport ne leur est pas adressé dans le délai imparti, les services du Gouvernement adressent au bénéficiaire un courrier de rappel et, à défaut de réception dans un délai de trente jours à dater de la réception du courrier par le bénéficiaire, une mise en demeure par voie recommandée.

La liquidation des subventions est suspendue jusqu'à ce que le bénéficiaire ait transmis le rapport.

A défaut d'adresser son rapport dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la mise en demeure visée à l'alinéa 3, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucun autre régime de soutien.

Sous-section VII. — Renouvellement

Art. 52. Au plus tard avant la fin du premier trimestre du dernier exercice couvert par un contrat-programme, le bénéficiaire informe, le cas échéant, les services du Gouvernement de son souhait de voir celui-ci renouvelé et lui adresse une actualisation des documents décrits à l'article 44 ainsi qu'un descriptif des activités menées pendant la période couverte par le contrat programme arrivant à terme, en particulier le degré d'exécution des missions qui y figurent.

Les sous-sections 1^{re} à 6 sont applicables lors du renouvellement du contrat-programme.

Sous-section VIII. — Suspension, modification, résiliation

Art. 53. Le Gouvernement arrête les modalités de modification, suspension et résiliation du contrat programme.

Le contrat-programme ne peut être suspendu, modifié ou résilié sans avoir été soumis au préalable à l'avis de l'instance compétente.

CHAPITRE III. — *Acquisition, préservation, conservation et valorisation d'œuvres d'art par la Communauté française*

Section I^{re}. — Objet

Art. 54. Le Gouvernement peut acquérir par achat ou par acceptation d'un don ou d'un legs des œuvres d'arts plastiques afin de constituer une collection de référence.

Section II. — Conditions d'acquisition

Art. 55. Le Gouvernement veille à ce que la collection visée à l'article 54 permette de :

- 1° Proposer des œuvres représentatives de créateurs, disciplines, mouvements ou écoles des arts plastiques;
- 2° Former un ensemble cohérent et équilibré;
- 3° Traduire la diversité de la création contemporaine;
- 4° Favoriser la diversité, y compris dans les disciplines émergentes ou pluridisciplinaires.

Section III. — Procédure d'acquisition

Art. 56. L'instance d'avis adresse au ministre des propositions d'acquisition dans le respect des conditions visées à l'article 55.

Section IV. — Préservation, conservation et valorisation des œuvres acquises

Art. 57. Le Gouvernement assure la préservation, la conservation et la valorisation des œuvres d'art dont la Communauté française détient la propriété.

Le Gouvernement arrête les modalités relatives à la préservation, la conservation et la valorisation des œuvres d'art.

CHAPITRE IV. — *Information à l'Observatoire des politiques culturelles*

Art. 58. Afin d'assurer la mise à jour des activités des bénéficiaires et le suivi de leur évolution, les services du Gouvernement adressent tous documents pertinents à l'Observatoire des politiques culturelles. Ils transmettent notamment les rapports d'activités et les données actualisées qui lui sont communiqués par les bénéficiaires.

CHAPITRE V. — *Accompagnement et contrôle financiers*

Art. 59. Après avis de l'instance compétente, le Gouvernement peut, lorsque la situation du bénéficiaire le justifie, imposer comme condition à l'octroi de subventions la présence d'un représentant de la Communauté française au sein de l'organe de gestion d'un bénéficiaire d'une convention ou d'un contrat-programme.

Le Gouvernement arrête les missions qu'il confie au représentant visé à l'alinéa 1^{er} et en communique la teneur au bénéficiaire concerné.

Art. 60. Les services du Gouvernement sont chargés de :

- 1° Apporter aux bénéficiaires tout conseil en matière de gestion financière et administrative, dans le strict respect des dispositions de l'article 4, alinéa 1^{er};

2° Veiller à ce que les décisions prises par les bénéficiaires soient conformes aux lois, décrets, arrêtés et règlements en vigueur.

Le ministre peut solliciter les services du Gouvernement aux fins d'exécuter une mission particulière d'accompagnement ou de contrôle financier auprès d'un bénéficiaire reconnu.

Art. 61. Les services du Gouvernement font rapport annuellement de leurs missions au ministre et, le cas échéant, à l'instance d'avis compétente et à l'Observatoire des politiques culturelles.

Art. 62. § 1^{er}. Lorsqu'un bénéficiaire d'une convention ou d'un contrat-programme présente un déséquilibre financier, il est tenu de soumettre à l'approbation du Gouvernement, dans le mois suivant le constat de ce déséquilibre, un plan d'assainissement permettant un retour à l'équilibre financier.

Le plan d'assainissement visé à l'alinéa 1^{er} est soumis à l'avis des services du Gouvernement.

Si le bénéficiaire ne présente pas son plan d'assainissement dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement impose un plan d'assainissement.

§ 2. Lorsqu'un bénéficiaire d'une convention ou d'un contrat-programme présente un déséquilibre financier et que, au terme d'un exercice, ce bénéficiaire présente une structure bilantaire dans laquelle l'excédent des capitaux circulants sur les actifs circulants engendre, de manière répétée, des actions exercées contre lui par des tiers créanciers, ou le menace d'aboutir à une situation de cessation de paiement, le ministre, ayant été informé de ce type d'action par les services du Gouvernement ou par un tiers, impose un plan d'assainissement.

§ 3. Si le bénéficiaire refuse de se conformer au plan d'assainissement imposé par le Gouvernement :

1° Le bénéficiaire est déchu de ses droits à tout soutien;

2° Le contrat-programme ou la convention est résilié de plein droit.

§ 4. Les services du Gouvernement contrôlent la mise à exécution du plan d'assainissement et font rapport au ministre et à l'instance d'avis compétente.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 63. Le présent décret s'applique aux conventions et contrats-programmes en cours.

La convention ou le contrat-programme qui ne respecte pas les dispositions du présent décret est adapté lors de son renouvellement ou, au plus tard, quatre années après l'entrée en vigueur fixée à l'article 65.

Art. 64. Les instances d'avis du secteur des arts plastiques et des arts numériques existant à la date d'entrée en vigueur du présent décret continuent à fonctionner tant qu'elles ne sont pas remplacées par des instances d'avis créées en application du présent décret. Elles appliquent l'ensemble des dispositions du présent décret à l'exception des dispositions relatives à la composition des instances d'avis.

Art. 65. Le présent décret fait l'objet d'une évaluation bisannuelle. Le Ministre présente cette évaluation au Gouvernement et la transmet au Parlement. L'évaluation se présente sous la forme d'un rapport portant exécution du présent décret. Le Comité de concertation des arts plastiques et l'Observatoire des politiques culturelles sont associés à l'évaluation.

Art. 66. Dans le cas où le Gouvernement estime que l'administration peut obtenir directement, auprès de sources authentiques d'autres administrations ou organismes, les données nécessaires ou tout autre type de document similaires à la demande de reconnaissance et les modalités d'introduction de celle-ci, il peut dispenser le demandeur de les transmettre à l'administration.

Art. 67. Le présent décret entre en vigueur à une date fixée par le Gouvernement, et au plus tard le 1^{er} janvier 2015.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 avril 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance,
de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget,
des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel,
de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale
Mme M.-M. SCHYNS

—
Note

(1) *Session 2013-2014.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 620-1. — Amendement de commission, n° 620-2. — Rapport, n° 620-3.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 2 avril 2014.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29384]

3 APRIL 2014. — Decreet betreffende de beeldende kunsten (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen, en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen**Afdeling I. — Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder :

1° beeldende kunsten : architectuur, digitale en technologische kunsten, textiele kunst, design, tekenkunst, prentkunst, illustratie, mode, schilderkunst, fotografie, beeldhouwkunst, videokunst of elke andere kunst- of technische vorm, ook vernieuwende, van dezelfde aard;

2° begunstigde : de natuurlijke persoon of de rechtspersoon aan wie de Franse Gemeenschap krachtens dit decreet steun verleent;

3° financiële onevenwichtigheid : op het einde van een boekjaar, het negatief gecumuleerde resultaat waarvan het bedrag minstens 10 % van alle gedurende dat boekjaar geboekte opbrengsten of minstens 5 % bereikt, indien het geheel van de opbrengsten per boekjaar hoger is dan 1.750.000 euro;

4° boekjaar : het jaarlijkse boekjaar dat een burgerlijk jaar dekt;

5° financiële haalbaarheid : de analyse van de begrotingsvooruitzichten die wordt verstrekt door een aanvrager die de economische haalbaarheid van zijn project evalueert;

6° Minister : de minister van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor de beeldende kunst;

7° saneringsplan : de overeenkomst, gesloten tussen de Franse Gemeenschap en een begunstigde voor een door de Regering vast te stellen maximumduur, die tot doel heeft de nadere regels te bepalen voor het dekken van een financieel tekort per boekjaar;

8° financieel plan : een document dat de begrotingsvooruitzichten van de activiteit, het deel van de lasten bestemd voor de bezoldigingen van het kunstpersoneel van de begunstigde in verhouding tot de bezoldigingen van het personeel in zijn geheel, het deel bestemd voor de werkingskosten alsook hun eigen ontvangsten bepaalt;

9° eigen ontvangsten : alle inkomsten van een begunstigde met uitsluiting van de structurele financiële steun die door een overheidsbestuur wordt toegekend.

Afdeling II. — Toepassingsgebied

Art. 2. Dit decreet heeft tot doel :

1° steun te verlenen voor de activiteiten en de werking van de natuurlijke personen of rechtspersonen betreffende :

a) de creatie en productie van originele onderzoeks- of expressiewerken, in één exemplaar of in een beperkt aantal exemplaren, uitsluitend behorend tot de beeldende kunsten;

b) het tonen, bevorderen of verspreiden van werken of scheppende kunstenaars die uitsluitend tot de beeldende kunsten behoren, inzonderheid de organisatie van tentoonstellingen, het tentoonstellingscommissariaat of de publicatie van tentoonstellingscatalogussen, essays, kritieken en studies betreffende werken of scheppende kunstenaars die tot de beeldende kunsten behoren;

c) het onderzoek of de opleiding uitsluitend in verband met beeldende kunsten, met inbegrip van de deelneming aan verblijfplaatsen voor kunstenaars, met uitsluiting van materies die tot het kunstonderwijs behoren;

d) de bemiddeling of de dienst ten aanzien van de publieksgroepen die uitsluitend tot de beeldende kunsten behoren;

e) de informatie, de raadgeving of elke andere dienstverlening aan de professionelen van de beeldende kunsten, met inbegrip van de documentatie op elke drager;

2° het aanschaffen, de preservatie, de conservatie en de herwaardering door de Franse Gemeenschap van werken die uitsluitend behoren tot de beeldende kunsten mogelijk te maken, met uitsluiting van de materies die ressorteren onder het decreet van 17 juli 2002 betreffende de erkenning en subsidiëring van de musea en andere museale instellingen.

Art. 3. Dit decreet is van toepassing :

1° op de natuurlijke personen die één of meer in artikel 2 bedoelde bezoldigde activiteiten uitoefenen die behoren tot één gebied van de beeldende kunsten, waarbij die activiteit niet hun hoofdinkomen hoeft te beslaan;

2° op de natuurlijke personen waarvan het maatschappelijk doel in hoofdzaak ressorteert onder één of meer in artikel 2 bedoelde activiteiten en die administratief of artistiek personeel tewerkstellen, met inachtneming van de Belgische sociale wetgeving.

Afdeling III. — Algemene beginselen

Art. 4. Onverminderd de bijzondere bepalingen in verband daarmee, kan het steunverlenen, bedoeld in artikel 2, 1°, of het aanschaffen, bedoeld in artikel 2, 2°, niet geschieden ten gunste van een natuurlijke persoon of een rechtspersoon die behoort tot een instelling of een vereniging waarvan door een rechterlijke beslissing die in kracht van gewijsde is gegaan, wordt bewezen dat ze de belangrijkste beginselen van de democratie niet naleeft, wat tot uiting komt door het aanzetten tot het schenden van het Europees Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of het decreet van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie.

Afdeling IV. — Adviesinstanties

Art. 5. Bevoegd zijn om adviezen uit te brengen in de zin van het decreet van 10 april 2003 betreffende de werking van de adviesinstanties die werkzaam zijn binnen de culturele sector :

1° Wat de in artikel 2, 1° bedoelde steunverlening betreft :

a. op het gebied van architectuur : de raad voor architectuur;

b. op het gebied van de digitale en technologische kunsten : de raad voor digitale en technologische kunsten;

c. op het gebied van textiele kunst, tekenkunst, prentkunst, illustratie, schilderkunst, fotografie, beeldhouwkunst of videokunst : de raad voor beeldende kunsten;

d. op het gebied van design en mode;

e. voor projecten op verschillende gebieden van de beeldende kunst : de interdisciplinaire raad voor beeldende kunsten.

2° Wat het aanschaffen van werken, zoals bedoeld in artikel 2, 2° betreft : de commissie voor het aanschaffen van kunstwerken.

Er kan niet meer dan één adviesinstantie voor één zelfde artistieke of technische vorm bestaan.

Art. 6. Het overlegcomité voor beeldende kunsten heeft als opdracht, op aanvraag van de minister, adviezen uit te brengen over :

1° elk vraagstuk over het beleid inzake beeldende kunst;

2° elk vraagstuk betreffende dit decreet.

Het overlegcomité is samengesteld uit zestien stemgerechtigde leden, die door de Regering worden benoemd.

Naast de in het tweede lid bedoelde leden, kan het overlegcomité samengesteld zijn uit raadgevende leden, die door de Regering worden benoemd.

*HOOFDSTUK II. — Steun voor activiteiten en werking**Afdeling I. — Algemene bepalingen*

Art. 7. De Regering verleent steun voor de activiteiten en werking ten gunste van de in artikel 3 bedoelde personen, en, in voorkomend geval, trekt die steun in.

Art. 8. De Regering kan vier typen steun voor de activiteiten en de werking toekennen :

1° de beurs;

2° de occasionele steun;

3° de overeenkomst;

4° de programmaovereenkomst.

Art. 9. Nadat de Regering de bevoegde adviesinstantie heeft geraadpleegd, stelt ze, voor elk gebied en activiteitstype, de termijnen vast, waaraan de aan de diensten van de Regering gerichte steunaanvragen moeten voldoen.

Art. 10. De Regering stelt de procedure vast voor de indiening van de aanvraag en het interne administratieve beroep door de aanvrager.

De in het eerste lid bedoelde procedure bepaalt minstens :

1° de nadere regels voor de informatie van de aanvrager;

2° als de aanvraag wordt afgewezen, dat de aanvrager een nieuw advies van de bevoegde instantie en een nieuw onderzoek door de Regering mag aanvragen, voor zover hij zijn aanvraag motiveert.

Art. 11. De subsidies die worden toegekend in het kader van een steun voor de activiteiten en de werking worden toegekend binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten van de Franse Gemeenschap.

Art. 12. Na de raadpleging van de bevoegde adviesinstantie, kan de Regering, voor elk gebied en elk type activiteit, de minimum- en maximumbedragen van de subsidies die in het kader van een steun voor de activiteiten en de werking worden toegekend.

De Regering bepaalt, in voorkomend geval, voor elk gebied en elk type activiteit waarvoor gegevens betreffende de tewerkstelling vereist zijn, de gegevens die noodzakelijk zijn voor de invoering van de geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling die wordt opgericht binnen het secretariaat-generaal zoals bepaald in het decreet van 19 oktober 2007 betreffende de invoering van een geïnformatiseerde databank voor tewerkstelling in de non-profit sector van de Franse Gemeenschap.

Art. 13. De Regering brengt de begunstigde op de hoogte van het type steun voor de activiteiten en de werking die hem wordt verleend, van de voorwaarden in verband met het verkrijgen van die steun, van het bedrag van de subsidie en van de nadere regels voor het uitbetalen ervan.

*Afdeling II. — Beurs**Onderafdeling I. — Doel*

Art. 14. De Regering kan twee typen beurzen toekennen :

— De beurs voor steun voor onderzoek of vorming;

— De beurs voor steun voor kunstcreatie of kunstproductie.

Onderafdeling II. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 15. § 1. De aanvrager die een beurs voor steun voor onderzoek of vorming aanvraagt, moet :

- 1° een natuurlijke persoon zijn die zijn woonplaats of verblijfplaats heeft in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;
- 2° professionele kunstactiviteiten of informatie- en raadgevingsactiviteiten of andere dienstverlening aan de professionelen van de beeldende kunst ontwikkelen;
- 3° in voorkomend geval, de beroepskwaliteit aantonen van de partner waarmee het onderzoek of de vorming wordt uitgevoerd;
- 4° zijn kunstproject en culturele intentie voorstellen en beschrijven;
- 5° aantonen dat de activiteiten cultureel interessant zijn voor de Franse Gemeenschap;
- 6° geen persoon zijn zoals bedoeld in artikel 4, tweede lid.

Eén zelfde aanvrager kan niet meer dan drie beurzen voor vorming of onderzoek gedurende een periode van vier opeenvolgende jaren genieten.

§ 2. De aanvrager die een beurs voor steun voor kunstcreatie of kunstproductie aanvraagt, moet :

- 1° een natuurlijke persoon zijn die zijn woonplaats of verblijfplaats heeft in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;
- 2° professionele kunstactiviteiten of informatie- en raadgevingsactiviteiten of andere dienstverlening aan de professionelen van de beeldende kunst ontwikkelen;
- 3° zijn originele creatie- of productieproject in een intentienota voorstellen en beschrijven;
- 4° aantonen dat hij werkzaam is of belangstelling vertoont voor het domein waarin de beurs wordt aangevraagd;
- 5° activiteiten voeren die zich hoofdzakelijk richten tot het publiek van de Franse Gemeenschap;
- 6° geen persoon zijn die bedoeld is in artikel 4, tweede lid.

Eén zelfde aanvrager kan niet meer dan drie beurzen voor creatie of kunstproductie genieten gedurende een periode van vier opeenvolgende jaren.

§ 3. De Regering stelt de nadere regels vast voor de toekenning van beurzen, voor elk domein of voor interdisciplinaire projecten.

Onderafdeling III. — Toekenningsprocedure

Art. 16. § 1. De aanvrager richt de aanvraag om een beurs aan de diensten van de Regering overeenkomstig de in artikel 9 bedoelde bepalingen, op straffe van onontvankelijkheid.

§ 2. De aanvraag omvat de volgende gegevens :

- 1° het door de Regering vast te stellen modelformulier, behoorlijk ingevuld door de aanvrager;
- 2° een afschrift van de identiteitskaart van de aanvrager;
- 3° zijn curriculum Vitae;
- 4° een voorstelling van zijn kunst- en culturele intentie;
- 5° een beschrijving van de aangevraagde beurs;
- 6° een nota waarin de toekenning van de beurs wordt gestaafd op grond van de ontwikkeling van zijn kunstactiviteit;
- 7° de bankgegevens van de aanvrager.

§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde aanvraag kan via de elektronische weg worden ingediend.

§ 4. De diensten van de Regering leveren de aanvrager een ontvangstbewijs af en onderzoeken de ontvankelijkheid van de aanvraag binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst ervan.

Als het dossier onvolledig is, brengen de diensten van de Regering de aanvrager daar per post op de hoogte van binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van dertig dagen.

De aanvrager beschikt over een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de in het tweede lid bedoelde brief van de diensten van de Regering, om de ontbrekende stukken mee te delen.

Als de aanvrager niet reageert op het einde van de in het derde lid bedoelde termijn van dertig dagen, wordt de aanvraag als van rechtswege onontvankelijk geacht.

Als de diensten van de Regering niet reageren binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van dertig dagen, wordt de aanvraag als ontvankelijk geacht.

Art. 17. De diensten van de Regering onderzoeken de aanvraag en brengen een advies uit binnen een termijn van vijftienveertig dagen vanaf de dag van de ontvangst ervan.

De diensten van de Regering delen het advies aan de bevoegde adviesinstantie mee.

Art. 18. De ontvankelijke dossiers worden, in de volgorde waarin ze worden ingediend, geplaatst op de agenda van de vergadering van de bevoegde adviesinstantie, tenzij het huishoudelijk reglement ervan een bijzondere procedure bepaalt voor het onderzoek van elk type dossier.

Art. 19. De bevoegde adviesinstantie evalueert inzonderheid de artistieke waarde van het project en de artistieke relevantie van de actie die de aanvrager wil ontwikkelen.

De adviesinstantie brengt een met redenen omkleed advies uit over de toekenning van een beurs en over het bedrag ervan binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het advies van de diensten van de Regering.

De adviesinstantie neemt de specificiteit van de aanvrager in aanmerking en steunt inzonderheid op de volgende evaluatiecriteria :

1° het artistieke en culturele belang van het project, inzonderheid zijn originele aspect en de wijze waarop de aanvrager het project wil concretiseren;

2° de overeenstemming tussen het bedrag van de aangevraagde beurs en het artistieke project.

Art. 20. De diensten van de Regering delen het in artikel 19 bedoelde advies aan de Regering mee.

De Regering stelt haar beslissing vast binnen een termijn van negentig dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het in artikel 19 bedoelde advies.

Onderafdeling IV. — Evaluatie

Art. 21. § 1. De begunstigde van een beurs richt aan de diensten van de Regering een activiteitenverslag binnen een door de Regering vast te stellen termijn.

Wanneer het verslag aan de diensten van de Regering niet binnen de gestelde termijn wordt gericht, richten deze de begunstigde een herinneringsbrief, en, als het verslag niet binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van de brief door de begunstigde wordt ontvangen, een ingebrekestelling bij aangetekende brief.

In voorkomend geval, wordt de uitbetaling van de subsidies geschorst totdat de begunstigde het verslag heeft meegedeeld.

Als de begunstigde zijn verslag niet binnen een termijn van veertien dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de tweede lid bedoelde ingebrekestelling heeft meegedeeld, kan de begunstigde geen aanspraak maken op een andere steunregeling.

§ 2. Als het gaat om de beurs voor steun voor kunstcreatie, voegt de begunstigde een afschrift van de afbeelding van het werk, of, bij ontstentenis daarvan, de gegevens tot bewijs van de verwezenlijking ervan.

Als de begunstigde meent dat het werk niet voldoende is, vermeldt hij dit en toont hij in hoever de verwezenlijking gevorderd is.

Afdeling III. — Occasionele steun

Onderafdeling I. — Doel

Art. 22. De Regering kan drie typen occasionele steun toekennen :

1° steun voor creatie of productie van een werk;

2° steun voor het tonen, verspreiden of bevorderen van één of meer werken, inzonderheid de organisatie van een tentoonstelling, het commissariaat van een tentoonstelling, de jaarlijkse programmatie, de organisatie van ateliers, de organisatie van beroepsonderzoeken of de publicatie van een werk betreffende beeldende kunstwerken;

3° steun voor uitrusting.

Onderafdeling II. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 23. § 1. De aanvrager die een occasionele steun aanvraagt, moet :

1° een natuurlijke persoon zijn die zijn woonplaats of verblijfplaats heeft in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad of een rechtspersoon zijn die in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad gevestigd is;

2° professionele kunstactiviteiten of informatie- en raadgevingsactiviteiten of andere dienstverlening aan de professionelen van de beeldende kunst ontwikkelen;

3° zijn originele project in een intentienota overeenkomstig artikel 2, 1° voorstellen en beschrijven;

4° aantonen dat hij werkzaam is of dat hij belangstelling heeft voor het domein waarin de occasionele steun wordt aangevraagd;

5° als hij een rechtspersoon is, niet beschikken over een programmaovereenkomst krachtens dit decreet;

6° activiteiten voeren die zich hoofdzakelijk richten tot het publiek van de Franse Gemeenschap;

7° geen persoon zijn zoals bedoeld in artikel 4, tweede lid.

Onderafdeling III. — Toekenningsprocedure

Art. 24. § 1. De aanvrager richt de aanvraag om occasionele steun aan de diensten van de Regering overeenkomstig de in artikel 9 bedoelde bepalingen, op straffe van onontvankelijkheid.

§ 2. Als de aanvrager een natuurlijke persoon is, omvat de aanvraag de volgende gegevens :

1° het door de Regering vast te stellen modelformulier, behoorlijk ingevuld door de aanvrager;

2° een afschrift van de identiteitskaart van de aanvrager;

3° zijn curriculum Vitae;

4° een voorstelling van zijn kunst- en culturele intentie;

5° een beschrijving van het activiteitenproject waarvoor de steun wordt aangevraagd;

6° een nota waarin de toekenning van een occasionele steun wordt gestaafd op grond van de ontwikkeling van zijn kunstactiviteit;

7° wanneer de aanvraag op een coproductie betrekking heeft, het akkoord tussen de partijen;

8° begrotingsvooruitzichten in verband met het project;

9° een nota betreffende het volume van de geplande activiteiten;

10° in voorkomend geval, een plan voor de verspreiding van het project;

11° een beschrijving van het bedoelde publiek;

12° de bankgegevens van de aanvrager.

§ 3. Als de aanvrager een rechtspersoon is, omvat de aanvraag de volgende gegevens :

1° het door de Regering vast te stellen modelformulier, behoorlijk ingevuld door de aanvrager;

2° een afschrift van de statuten van de aanvrager die gelden op de datum van de aanvraag, zoals bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*;

3° de naam van de personen die de artistieke en administratieve leiding over de aanvrager heeft en hun curriculum vitae;

4° het aantal werknemers;

5° een bijgestelde lijst van de leden van de raad van bestuur en van de algemene vergadering;

6° een attest betreffende de aard van de zakelijke rechten van de aanvrager op het onroerend goed;

7° het activiteitenverslag en de rekeningen en balans van het voorafgaande dienstjaar, in voorkomend geval;

8° een voorstelling van zijn kunst- en culturele intentie;

9° een beschrijving van het activiteitenproject waarvoor de steun wordt aangevraagd;

10° een nota waarin wordt aangetoond dat de occasionele steun moet worden toegekend op grond van de ontwikkeling van zijn kunstactiviteit;

11° wanneer de aanvraag betrekking heeft op een coproductie, het akkoord tussen de partijen;

12° begrotingsvooruitzichten in verband met het project;

13° een nota betreffende het volume van de geplande activiteiten;

14° in voorkomend geval, een plan voor de verspreiding van het project;

15° een beschrijving van het bedoelde publiek;

16° de bankgegevens van de aanvrager.

§ 4. De in paragraaf 1 bedoelde aanvraag kan via de elektronische weg worden ingediend.

§ 5. De diensten van de Regering leveren de aanvrager een ontvangstbewijs af en onderzoeken de ontvankelijkheid van de aanvraag binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst ervan.

Als het dossier onvolledig is, brengen de diensten van de Regering de aanvrager daar per post op de hoogte van binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van dertig dagen.

De aanvrager beschikt over een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de in het tweede lid bedoelde brief van de diensten van de Regering, om de ontbrekende stukken mee te delen.

Als de aanvrager niet reageert op het einde van de in het derde lid bedoelde termijn van dertig dagen, wordt de aanvraag als van rechtswege onontvankelijk geacht.

Als de diensten van de Regering niet reageren binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van dertig dagen, wordt de aanvraag als ontvankelijk geacht.

Art. 25. De diensten van de Regering onderzoeken de aanvraag en brengen een advies uit binnen een termijn van vijfenveertig dagen vanaf de dag van de ontvangst ervan.

De diensten van de Regering delen het advies aan de bevoegde adviesinstantie mee, op grond van objectiveerbare criteria, inzonderheid :

1° het potentiële publiek;

2° het arbeidsvolume, inzonderheid betreffende de betrekkingen op kunstgebied;

3° het geplande activiteitsvolume;

4° de financiële haalbaarheid van het project.

Art. 26. De ontvankelijke dossiers worden, in de volgorde waarin ze worden ingediend, geplaatst op de agenda van de vergadering van de bevoegde adviesinstantie, tenzij het huishoudelijk reglement ervan een bijzondere procedure bepaalt voor het onderzoek van elk type dossier.

Art. 27. De bevoegde adviesinstantie evalueert inzonderheid de artistieke waarde van het project en de artistieke relevantie van de actie die de aanvrager wil ontwikkelen.

De adviesinstantie brengt een met redenen omkleed advies uit over de toekenning van een occasionele steun en over het bedrag ervan binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het advies van de diensten van de Regering.

De adviesinstantie neemt de specificiteit van de aanvrager in aanmerking en steunt inzonderheid op de volgende evaluatiecriteria :

1° de artistieke en culturele kwaliteit van het project;

2° zijn uitstralingscapaciteit binnen of buiten het Franse taalgebied en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

3° de overeenstemming tussen het bedrag van de aangevraagde occasionele steun en het artistieke project.

De adviesinstantie neemt ook de herwaardering van de werken van de scheppende kunstenaars van de Franse Gemeenschap of het gebruik van de nieuwste expressievormen van het betrokken domein in aanmerking.

Art. 28. De diensten van de Regering delen het in artikel 27 bedoelde advies aan de Regering mee.

De Regering stelt haar beslissing mee binnen een termijn van negentig dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het in artikel 27 bedoelde advies.

Onderafdeling IV. — Evaluatie

Art. 29. § 1. De begunstigde van een occasionele steun richt aan de diensten van de Regering een activiteitenverslag binnen een door de Regering vast te stellen termijn. Dat verslag houdt minstens de volgende gegevens in :

- 1° een artistieke en culturele evaluatie;
- 2° in voorkomend geval, het arbeidsvolume, inzonderheid op het gebied van de kunstbetrekkingen, dat door het project wordt voortgebracht;
- 3° in voorkomend geval, het activiteitsvolume;
- 4° het bereikte publiek;
- 5° de rekeningen en de balans van de gesubsidieerde activiteit.

Wanneer het verslag aan de diensten van de Regering niet binnen de gestelde termijn wordt gericht, richten deze de begunstigde een herinneringsbrief, en, als het verslag niet binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van de brief door de begunstigde wordt ontvangen, een ingebrekestelling bij aangetekende brief.

In voorkomend geval, wordt de uitbetaling van de subsidies geschorst totdat de begunstigde het verslag heeft meegedeeld.

Als de begunstigde zijn verslag niet binnen een termijn van veertien dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de in het tweede lid bedoelde ingebrekestelling heeft meegedeeld, kan de begunstigde geen aanspraak maken op een andere steunregeling.

Afdeling IV. — Overeenkomst

Onderafdeling I. — Doel

Art. 30. De Regering kan een overeenkomst met een in artikel 3, 2° bedoelde persoon sluiten.

De overeenkomst bepaalt één of meer verplichtingen die uitsluitend tot de beeldende kunsten behoren en die in artikel 2, 1° bedoeld zijn.

De Regering, stelt, voor elk domein of elke domeingroep bedoeld in artikel 1, 1°, de subsidies vast die aan de begunstigden worden toegekend.

Onderafdeling II. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 31. De aanvrager die een overeenkomst aanvraagt, moet :

- 1° een rechtspersoon zijn die in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad gevestigd is;
- 2° professionele kunstactiviteiten of informatie- en raadgevingsactiviteiten of andere dienstverlening aan de professionelen van de beeldende kunst ontwikkelen;
- 3° zijn originele project in een intentienota overeenkomstig artikel 2, 1° voorstellen en beschrijven;
- 4° aantonen dat hij werkzaam is of dat hij belangstelling heeft voor het domein waarin de overeenkomst wordt aangevraagd;
- 5° een resultatenrekening en een balansstaat opmaken overeenkomstig de beginselen en gebruikelijke regels voor het dubbel boekhouden;
- 6° het bewijs leveren, gedurende de drie jaren die aan de aanvraag voorafgaan, van een regelmatige beroepsactiviteitsperiode in de sector van de beeldende kunsten, of een overeenkomst of programmaovereenkomst gedurende de twee jaren die voorafgaan aan de indiening van de aanvraag;
- 7° als het gaat om de aanvraag tot sluiting van een eerste overeenkomst, een financieel evenwicht vertonen;
- 8° als het gaat om de hernieuwing van een overeenkomst en wanneer hij een financiële onevenwichtigheid vertoont, beschikken over een saneringsplan dat door de Regering wordt goedgekeurd;
- 9° niet gelijktijd beschikken over een programmaovereenkomst krachtens dit decreet;
- 10° activiteiten voeren die zich hoofdzakelijk richten tot het publiek van de Franse Gemeenschap;
- 11° geen persoon zijn zoals bedoeld in artikel 4, tweede lid.

Onderafdeling III. — Toekenningsprocedure

Art. 32. § 1. De aanvrager richt de aanvraag om sluiting van een overeenkomst aan de diensten van de Regering overeenkomstig de in artikel 9 bedoelde bepalingen, op straffe van onontvankelijkheid.

§ 2. De aanvraag omvat de volgende gegevens :

- 1° het door de Regering vast te stellen modelformulier, behoorlijk ingevuld door de aanvrager;
- 2° een afschrift van de statuten van de aanvrager die geldig zijn op de datum van de aanvraag, zoals bekengemaakt in het *Belgisch Staatsblad*;
- 3° de naam van de personen die de artistieke en administratieve leiding heeft over de aanvrager, en hun *curriculum vitae*;
- 4° het aantal werknemers;
- 5° een bijgestelde lijst van de leden van de raad van bestuur en van de algemene vergadering;
- 6° een attest betreffende de aard van de zakelijke rechten van de aanvrager op het onroerend goed;
- 7° het activiteitenverslag en de rekeningen en balansen van het voorafgaande boekjaar, in voorkomend geval;
- 8° een voorstelling van zijn kunst- en culturele intentie;
- 9° een beschrijving van het activiteitenproject waarvoor de overeenkomst wordt aangevraagd;

10° een nota waarin de toekenning van een overeenkomst wordt gestaafd op grond van de ontwikkeling van zijn kunstactiviteit;

11° de balans en de resultatenrekening van het voorafgaande boekjaar;

12° Voor de periode van de overeenkomst :

a) een financieel plan voor het project;

b) het volume van de geplande activiteiten;

c) het arbeidsvolume dat noodzakelijk is om activiteiten te voeren;

d) de beschrijving van het bedoelde publiek;

e) in voorkomend geval, de beschrijving van de partnerschappen die worden ontwikkeld met andere actoren, zoals de culturele centra, de instellingen voor permanente opvoeding of de schoolinrichtingen;

13° een beschrijving van de activiteiten die minstens gedurende de laatste drie jaren werden gevoerd, waaronder de activiteiten die krachtens dit decreet worden ondersteund;

14° de namen en bekwaamheidsbewijzen van de natuurlijke personen die de begunstigde die de overeenkomst heeft ondertekend, vertegenwoordigen, waaronder zijn artistieke leiding;

15° de bankgegevens van de aanvrager.

Wanneer het gaat om een aanvraag om hernieuwing, rekening houdend met de specificiteit van de aanvrager, omvat de in het eerste lid, 13° bedoelde beschrijving inzonderheid de evolutie van het activiteitsvolume en van het aantal bezoekers per jaar, alsook de evolutie van de eigen ontvangsten, in voorkomend geval, en het arbeidsvolume, inzonderheid betreffende de kunstbetrekkingen, dat door de activiteit wordt voortgebracht.

§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde aanvraag kan via de elektronische weg worden ingediend.

§ 4. De diensten van de Regering leveren de aanvrager een ontvangstbewijs af en onderzoeken de ontvankelijkheid van de aanvraag binnen een termijn van zestig dagen vanaf de ontvangst ervan.

Als het dossier onvolledig is, brengen de diensten van de Regering de aanvrager daar per post op de hoogte van binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van dertig dagen.

De aanvrager beschikt over een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de in het tweede lid bedoelde brief van de diensten van de Regering, om de ontbrekende stukken mee te delen.

Als de aanvrager niet reageert op het einde van de in het derde lid bedoelde termijn van dertig dagen, wordt de aanvraag als van rechtswege onontvankelijk geacht.

Als de diensten van de Regering niet reageren binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van zestig dagen, wordt de aanvraag als ontvankelijk geacht.

Art. 33. De diensten van de Regering onderzoeken de aanvraag en brengen een advies uit binnen een termijn van vijfenveertig dagen vanaf de dag van de ontvangst ervan.

De diensten van de Regering delen het advies aan de bevoegde adviesinstantie mee, op grond van objectiveerbare criteria, inzonderheid :

1° Voor de periode waarop de overeenkomst betrekking heeft :

a) het arbeidsvolume, inzonderheid betreffende de betrekkingen op kunstgebied;

b) het geplande activiteitsvolume;

c) het bedoelde publiek;

d) de financiële haalbaarheid van het project.

2° Als het gaat om de hernieuwing van de overeenkomst of als de aanvrager gedurende de voorafgaande drie jaren een programmaovereenkomst heeft genoten, de evolutie, voor de laatste drie jaren, van de volgende criteria :

a) het arbeidsvolume, inzonderheid betreffende de betrekkingen op kunstgebied;

b) het uitgevoerde activiteitsvolume;

c) het bedoelde publiek;

d) in voorkomend geval, de eigen ontvangsten.

Art. 34. De ontvankelijke dossiers worden, in de volgorde waarin ze worden ingediend, geplaatst op de agenda van de vergadering van de bevoegde adviesinstantie, tenzij het huishoudelijk reglement ervan een bijzondere procedure bepaalt voor het onderzoek van elk type dossier.

Art. 35. De bevoegde adviesinstantie evalueert inzonderheid de artistieke waarde van het project en de artistieke relevantie van de actie die de aanvrager wil ontwikkelen.

De adviesinstantie brengt een met redenen omkleed advies uit over de opportuniteit een overeenkomst te sluiten en over het bedrag ervan binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het advies van de diensten van de Regering.

De instantie neemt de specificiteit van de aanvrager in aanmerking en steunt inzonderheid op de volgende evaluatiecriteria :

1° de artistieke en culturele kwaliteit van het project;

2° zijn uitstralingscapaciteit binnen of buiten het Franse taalgebied en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

3° de overeenstemming tussen het bedrag van de aangevraagde overeenkomst en het artistieke project;

4° de opportuniteit de activiteit van de aanvrager te stabiliseren door de sluiting van een overeenkomst.

De adviesinstantie neemt ook de herwaardering van de werken van de scheppende kunstenaars van de Franse Gemeenschap of het gebruik van de nieuwste expressievormen van het betrokken domein in aanmerking.

Art. 36. De diensten van de Regering delen de Regering het in artikel 35 bedoelde advies mee.

De Regering stelt haar beslissing vast binnen een termijn van negentig dagen, te rekenen vanaf de datum van het in artikel 35 bedoelde advies.

Onderafdeling IV. — Duur

Art. 37. De overeenkomst dekt een periode van drie of vier jaar.

Onderafdeling V. — Inhoud

Art. 38. De overeenkomst omvat minstens de volgende gegevens :

- 1° de datum van inwerkingtreding en de vervaldatum;
- 2° het bedrag van de toegekende subsidie en de nadere regels voor de uitbetaling ervan;
- 3° de kunstopdrachten die door de begunstigde worden uitgeoefend en de doelstellingen die voor de subsidiëringsperiode worden vastgesteld;
- 4° de beschrijving en het volume van de activiteiten bepaald voor de periode waarop de overeenkomst betrekking heeft;
- 5° de verbintenissen van de begunstigde inzake financieel evenwicht;
- 6° de nadere regels voor de door de Franse Gemeenschap uitgeoefende controle;
- 7° de nadere regels voor de wijziging, schorsing, opzegging en hernieuwing van de overeenkomst;
- 8° in voorkomend geval, de nadere regels voor het saneringsplan;
- 9° de termijn binnen welke de begunstigde zijn activiteitenverslag aan de Regering moet richten.

Onderafdeling VI. — Evaluatie

Art. 39. De begunstigde van een overeenkomst deelt de diensten van de Regering, op het einde van elk afgelopen boekjaar, binnen de door de Regering vast te stellen termijn, een activiteitenverslag mee dat minstens de volgende gegevens omvat :

- 1° een verslag dat inzonderheid het bedoelde publiek en de ontwikkelde partnerschappen vermeldt;
- 2° de rekeningen en de balans van het afgelopen boekjaar, opgemaakt overeenkomstig de geldende wetten en verordeningen inzake comptabiliteit;
- 3° in voorkomend geval, de gegevens betreffende het aantal bezoekers;
- 4° de graad van uitvoering van de krachtens artikel 38 bepaalde verplichtingen.

De begunstigde stelt eveneens, voor het volgende boekjaar, zijn kunstprojecten en de begrotingsvooruitzichten.

Wanneer het verslag aan de diensten van de Regering niet binnen de gestelde termijn wordt gericht, richten deze de begunstigde een herinneringsbrief, en, als het verslag niet binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van de brief door de begunstigde wordt ontvangen, een ingebrekestelling bij aangetekende brief.

De uitbetaling van de subsidies wordt geschorst totdat de begunstigde het verslag heeft meegedeeld.

Als de begunstigde zijn verslag niet binnen een termijn van veertien dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de in het tweede lid bedoelde ingebrekestelling heeft meegedeeld, kan de begunstigde geen aanspraak maken op een andere steunregeling.

Onderafdeling VII. — Hernieuwing

Art. 40. Uiterlijk vóór het einde van het eerste trimester van het laatste boekjaar waarop de overeenkomst betrekking heeft, brengt de begunstigde, in voorkomend geval, de diensten van de Regering op de hoogte van zijn wens dat die wordt hernieuwd en deelt deze de bijstelling van de in artikel 32 beschreven dossiers mee alsook een beschrijving van de activiteiten die werden gevoerd gedurende de periode waarop de eindigende overeenkomst betrekking heeft, inzonderheid de graad van uitvoering van de opdrachten die erin voorkomen.

De onderafdelingen 1 tot 6 zijn van toepassing bij de hernieuwing van de overeenkomst.

Onderafdeling VIII. — Schorsing, wijziging, opzegging

Art. 41. De Regering stelt de nadere regels vast voor de schorsing, wijziging en opzegging van de overeenkomst.

De schorsing, de wijziging of de opzegging van de overeenkomst kan niet geschieden zonder vooraf aan de bevoegde instantie voor advies te zijn voorgelegd.

Afdeling V. — Programmaovereenkomst

Onderafdeling I. — Doel

Art. 42. De Regering kan een programmaovereenkomst sluiten met een in artikel 3, 2° bedoelde persoon.

De programmaovereenkomst bepaalt één of meer opdrachten van openbare dienst die door de Regering aan de begunstigde worden toegewezen, uitsluitend behorend tot de beeldende kunsten en bedoeld in artikel 2, 1°, en de nadere regels ter uitvoering ervan.

Onderafdeling II. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 43. De aanvrager die een programmaovereenkomst aanvraagt, moet :

- 1° een rechtspersoon zijn die in het Franse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad gevestigd is;
- 2° professionele kunstactiviteiten of informatie- en raadgevingsactiviteiten of andere dienstverlening aan de professionelen van de beeldende kunst ontwikkelen;

- 3° zijn originele project in een intentienota overeenkomstig artikel 2, 1° voorstellen en beschrijven;
- 4° aantonen dat hij werkzaam is of dat hij belangstelling heeft voor het domein waarin de programmaovereenkomst wordt aangevraagd;
- 5° een resultatenrekening en een balansstaat opmaken overeenkomstig de beginselen en gebruikelijke regels voor het dubbel boekhouden;
- 6° een overeenkomst of een programmaovereenkomst gedurende de drie jaren die voorafgaan aan de indiening van de aanvraag hebben genoten;
- 7° als het gaat om de aanvraag tot sluiting van een eerste programmaovereenkomst, een financieel evenwicht vertonen;
- 8° als het gaat om de hernieuwing van een programmaovereenkomst en wanneer hij een financiële onevenwichtigheid vertoont, beschikken over een saneringsplan dat door de Regering wordt goedgekeurd;
- 9° niet gelijktijd beschikken over een overeenkomst krachtens dit decreet;
- 10° activiteiten voeren die zich hoofdzakelijk richten tot het publiek van de Franse Gemeenschap;
- 11° geen persoon zijn zoals bedoeld in artikel 4, tweede lid.

Onderafdeling III. — Toekenningsprocedure

Art. 44. § 1. De aanvrager richt de aanvraag om sluiting van een programmaovereenkomst aan de diensten van de Regering overeenkomstig de in artikel 9 bedoelde bepalingen, op straffe van onontvankelijkheid.

§ 2. De aanvraag omvat de volgende gegevens :

- 1° het door de Regering vast te stellen modelformulier, behoorlijk ingevuld door de aanvrager;
- 2° een afschrift van de statuten van de aanvrager die geldig zijn op de datum van de aanvraag, zoals bekengemaakt in het *Belgisch Staatsblad*;
- 3° de naam van de personen die de artistieke en administratieve leiding heeft over de aanvrager, en hun curriculum vitae;
- 4° het aantal werknemers;
- 5° een bijgestelde lijst van de leden van de raad van bestuur en van de algemene vergadering;
- 6° een attest betreffende de aard van de zakelijke rechten van de aanvrager op het onroerend goed;
- 7° het activiteitenverslag en de rekeningen en balansen van het voorafgaande boekjaar;
- 8° een voorstelling van zijn kunst- en culturele intentie;
- 9° een beschrijving van het activiteitenproject waarvoor de programmaovereenkomst wordt aangevraagd;
- 10° een nota waarin de toekenning van een programmaovereenkomst wordt gestaafd op grond van de ontwikkeling van zijn kunstactiviteit;
- 11° de balans en de resultatenrekening van het voorafgaande boekjaar;
- 12° Voor de periode van de programmaovereenkomst :
 - a) een financieel plan voor het project;
 - b) het volume van de geplande activiteiten;
 - c) het arbeidsvolume dat noodzakelijk is om activiteiten te voeren;
 - d) in voorkomend geval, het plan voor de verspreiding of de bevordering van het project;
 - e) de beschrijving van het bedoelde publiek;
 - f) in voorkomend geval, de beschrijving van de partnerschappen die worden ontwikkeld met andere actoren, zoals de culturele centra, de instellingen voor permanente opvoeding of de schoolinrichtingen;
- 13° een beschrijving van de activiteiten die minstens gedurende de laatste drie jaren werden gevoerd, waaronder de activiteiten die krachtens dit decreet worden ondersteund;
- 14° de namen en bekwaamheidsbewijzen van de natuurlijke personen die de begunstigde die de programmaovereenkomst heeft ondertekend, vertegenwoordigen, waaronder zijn artistieke leiding;
- 15° de bankgegevens van de aanvrager.

§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde aanvraag kan via de elektronische weg worden ingediend.

§ 4. De diensten van de Regering leveren de aanvrager een ontvangstbewijs af en onderzoeken de ontvankelijkheid van de aanvraag binnen een termijn van zestig dagen vanaf de ontvangst ervan.

Als het dossier onvolledig is, brengen de diensten van de Regering de aanvrager daar per post op de hoogte van binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van zestig dagen.

De aanvrager beschikt over een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de in het tweede lid bedoelde brief van de diensten van de Regering, om de ontbrekende stukken mee te delen.

Als de aanvrager niet reageert op het einde van de in het derde lid bedoelde termijn van dertig dagen, wordt de aanvraag als van rechtswege onontvankelijk geacht.

Als de diensten van de Regering niet reageren binnen de in het eerste lid bedoelde termijn van zestig dagen, wordt de aanvraag als ontvankelijk geacht.

Art. 45. De diensten van de Regering onderzoeken de aanvraag en brengen een advies uit binnen een termijn van vijfenveertig dagen vanaf de dag van de ontvangst ervan.

De diensten van de Regering delen het advies aan de bevoegde adviesinstantie mee, op grond van objectiveerbare criteria, inzonderheid :

1° voor de periode waarop de programmaovereenkomst betrekking heeft :

- a) het arbeidsvolume, inzonderheid betreffende de betrekkingen op kunstgebied;
- b) het geplande activiteitsvolume;
- c) het bedoelde publiek;
- d) in voorkomend geval, het plan voor de verspreiding of de bevordering;
- e) de financiële haalbaarheid van het project;

2° een beschrijving van de evolutie, voor de laatste drie jaren, van de volgende criteria :

- a) het arbeidsvolume, inzonderheid betreffende de betrekkingen op kunstgebied;
- b) het uitgevoerde activiteitsvolume;
- c) het bedoelde publiek;
- d) in voorkomend geval, de eigen ontvangsten, inzonderheid de ticketverkoop;
- e) het prijzenbeleid;
- f) in voorkomend geval, het aantal creaties en producties;

3° de geografische verdeling van de activiteiten en het publiek;

4° de medewerking, in voorkomend geval, met andere culturele partners op gemeenschapsniveau of op internationaal niveau.

Art. 46. De ontvankelijke dossiers worden, in de volgorde waarin ze worden ingediend, geplaatst op de agenda van de vergadering van de bevoegde adviesinstantie, tenzij het huishoudelijk reglement ervan een bijzondere procedure bepaalt voor het onderzoek van elk type dossier.

Art. 47. De bevoegde adviesinstantie evalueert inzonderheid de artistieke waarde van het project en de artistieke relevantie van de actie die de aanvrager wil ontwikkelen.

De adviesinstantie brengt een met redenen omkleed advies uit over de opportuniteit een programmaovereenkomst te sluiten en over het bedrag ervan binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de ontvangst van het advies van de diensten van de Regering.

De instantie neemt de specificiteit van de aanvrager in aanmerking en steunt inzonderheid op de volgende evaluatiecriteria :

- 1° de artistieke en culturele kwaliteit van het project;
- 2° zijn uitstralingscapaciteit binnen of buiten het Franse taalgebied en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;
- 3° de overeenstemming tussen het bedrag van de aangevraagde programmaovereenkomst en het artistieke project;
- 4° de opportuniteit de activiteit van de begunstigde te stabiliseren voor de sluiting van een programmaovereenkomst.

De adviesinstantie neemt ook de herwaardering van de werken van de scheppende kunstenaars van de Franse Gemeenschap of het gebruik van de nieuwste expressievormen van het betrokken domein in aanmerking.

Art. 48. De diensten van de Regering delen de Regering het in artikel 47 bedoelde advies mee.

De Regering stelt haar beslissing vast binnen een termijn van negentig dagen, te rekenen vanaf de datum van de ontvangst van het in artikel 47 bedoelde advies.

Onderafdeling IV. — Duur

Art. 49. De programmaovereenkomst dekt een periode van drie of vier jaar.

Onderafdeling V. — Inhoud

Art. 50. § 1. De overeenkomst omvat minstens de volgende gegevens :

- 1° de datum van inwerkingtreding en de vervaldatum;
- 2° het bedrag van de toegekende subsidie en de nadere regels voor de uitbetaling ervan;
- 3° de kunstopdrachten die door de begunstigde worden uitgeoefend en de doelstellingen die voor de subsidiëeringsperiode worden vastgesteld;

4° voor de duur van de programmaovereenkomst :

- a) het deel van het totaal van de lasten dat voor de loonmassa wordt bestemd, alsook het deel van de loonmassa dat voor de artistieke loonmassa wordt bestemd, uitgedrukt in procent op de duur van de programmaovereenkomst;
- b) het arbeidsvolume;
- c) de beschrijving en het volume van de geplande activiteiten;
- 5° de verbintenissen van de begunstigde inzake financieel evenwicht;
- 6° de nadere regels voor de door de Franse Gemeenschap uitgeoefende financiële controle;
- 7° de nadere regels voor de wijziging, schorsing, opzegging en hernieuwing van de programmaovereenkomst;
- 8° in voorkomend geval, de nadere regels voor het saneringsplan;
- 9° de termijn binnen welke de begunstigde zijn activiteitenverslag aan de diensten van de Regering moet richten.

§ 2. De programmaovereenkomst van een begunstigde die een plaats geniet voor de tentoonstelling van werken of de voorstelling van scheppende kunstenaars en waarvan een deel van de subsidie voor de werking ervan bestemd wordt, kan de begunstigde verplichten rechtspersonen of natuurlijke personen, bedoeld in artikel 3, op te nemen of hun een verblijfplaats te bezorgen.

Onderafdeling VI. — Evaluatie

Art. 51. De begunstigde van een programmaovereenkomst deelt de diensten van de Regering, op het einde van elk afgelopen boekjaar, volgens het door de Regering vast te stellen model en binnen de door de Regering vast te stellen termijn, een activiteitenverslag mee dat minstens de volgende gegevens omvat :

- 1° een moreel verslag dat inzonderheid het bedoelde publiek en de ontwikkelde partnerschappen vermeldt;
- 2° de rekeningen en de balans van het afgelopen boekjaar, opgemaakt overeenkomstig de geldende wetten en verordeningen inzake comptabiliteit;
- 3° in voorkomend geval, de gegevens betreffende het aantal bezoekers;
- 4° de graad van uitvoering van de krachtens artikel 50 bepaalde verplichtingen.

De begunstigde stelt eveneens, voor het volgende boekjaar, zijn kunstprojecten en de begrotingsvooruitzichten voor.

Wanneer het verslag aan de diensten van de Regering niet binnen de gestelde termijn wordt gericht, richten deze de begunstigde een herinneringsbrief, en, als het verslag niet binnen een termijn van dertig dagen na de ontvangst van de brief door de begunstigde wordt ontvangen, een ingebrekestelling bij aangetekende brief.

De uitbetaling van de subsidies wordt geschorst totdat de begunstigde het verslag heeft meegedeeld.

Als de begunstigde zijn verslag niet binnen een termijn van veertien dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de in het derde lid bedoelde ingebrekestelling heeft meegedeeld, kan de begunstigde geen aanspraak maken op een andere steunregeling.

Onderafdeling VII. — Hernieuwing

Art. 52. Uiterlijk vóór het einde van het eerste trimester van het laatste boekjaar waarop de programmaovereenkomst betrekking heeft, brengt de begunstigde, in voorkomend geval, de diensten van de Regering op de hoogte van zijn wens dat die wordt hernieuwd en deelt deze de bijstelling van de in artikel 44 beschreven dossiers mee alsook een beschrijving van de activiteiten die werden gevoerd gedurende de periode waarop de eindigende overeenkomst betrekking heeft, inzonderheid de graad van uitvoering van de opdrachten die erin voorkomen.

De onderafdelingen 1 tot 6 zijn van toepassing bij de hernieuwing van de programmaovereenkomst.

Onderafdeling VIII. — Schorsing, wijziging, opzegging

Art. 53. De Regering stelt de nadere regels vast voor de schorsing, de wijziging en de opzegging van de programmaovereenkomst.

De schorsing, de wijziging of de opzegging van de programmaovereenkomst kan niet geschieden zonder vooraf aan de bevoegde instantie voor advies te zijn voorgelegd.

HOOFDSTUK III. — *Aanschaf, preservatie, conservatie en herwaardering van kunstwerken door de Franse Gemeenschap**Afdeling I. — Doel*

Art. 54. De Regering kan door aankoop of aanvaarding van een gift of een legaat beeldende kunstwerken aanschaffen om een referentiecollectie samen te stellen.

Afdeling II. — Aanschafvoorwaarden

Art. 55. De Regering zorgt ervoor dat de in artikel 54 bedoelde collectie het mogelijk maakt om :

- 1° werken voor te stellen die representatief zijn voor scheppende kunstenaars, disciplines, bewegingen of scholen voor beeldende kunsten;
- 2° een samenhangend en evenwichtig geheel te vormen;
- 3° de verscheidenheid van de hedendaagse creatie voor te stellen;
- 4° verscheidenheid te bevorderen, ook in de opkomende of multidisciplinaire disciplines.

Afdeling III. — Aanschafprocedure

Art. 56. De adviesinstantie richt aan de minister aanschafvoorstellen met inachtneming van de in artikel 55 bedoelde voorwaarden.

Afdeling IV. — Preservatie, conservatie en herwaardering van aangeschafte werken

Art. 57. De Regering zorgt voor de preservatie, de conservatie en de herwaardering van kunstwerken die eigendom zijn van de Franse Gemeenschap.

De Regering stelt de nadere regels vast voor de preservatie, de conservatie en de valorisatie van kunstwerken.

HOOFDSTUK IV. — *Informatie aan het waarnemingscentrum voor het cultuurbeleid*

Art. 58. Met het oog op het opvolgen van de activiteiten van de begunstigden, delen de diensten van de Regering alle relevante documenten aan het waarnemingscentrum voor het cultuurbeleid mee. Ze zenden inzonderheid de activiteitenverslagen en de bijgestelde gegevens die door de begunstigden worden meegedeeld over.

HOOFDSTUK V. — *Begeleiding en financieel toezicht*

Art. 59. Na advies van de bevoegde instantie, kan de Regering, als de toestand van de begunstigde dit verantwoordt, als voorwaarde voor de toekenning van subsidies, de aanwezigheid opleggen van een vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschap binnen het beheersorgaan van een begunstigde van een overeenkomst of een programmaovereenkomst.

De Regering stelt de opdrachten vast die ze toekent aan de in het eerste lid bedoelde vertegenwoordiger en deelt de inhoud ervan aan de betrokken begunstigde mee.

Art. 60. De diensten van de Regering :

- 1° geven de begunstigden raad inzake financieel en administratief beheer, met inachtneming van de bepalingen van artikel 4, eerste lid;

2° zorgen ervoor dat de beslissingen die door de begunstigen worden genomen de geldende wetten, decreten, besluiten en verordeningen in acht nemen.

De minister kan de diensten van de Regering vragen een bijzondere opdracht voor begeleiding of financieel toezicht bij een erkende begunstigde uit te oefenen.

Art. 61. De diensten van de Regering brengen jaarlijks een verslag uit over hun opdrachten aan de minister, en, in voorkomend geval, aan de bevoegde adviesinstantie en aan het waarnemingscentrum voor het cultuurbeleid.

Art. 62. § 1. Wanneer de begunstigde van een overeenkomst of een programmaovereenkomst een financiële onevenwichtigheid vertoont, wordt hij ertoe gehouden, binnen de maand volgend op de vaststelling van die onevenwichtigheid, een saneringsplan voor te leggen dat het mogelijk maakt om het financieel evenwicht te herstellen.

Het in het eerste lid bedoelde saneringsplan wordt voor advies voorgelegd aan de diensten van de Regering.

Als de begunstigde zijn saneringsplan niet binnen de in het eerste lid bedoelde termijn voorlegt, legt de Regering een saneringsplan op.

§ 2. Wanneer de begunstigde van een overeenkomst of een programmaovereenkomst een financiële onevenwichtigheid vertoont en die begunstigde, op het einde van een boekjaar, een balansstructuur vertoont waarin het overschot van het vlottend kapitaal op de vlottende activa herhaaldelijk vorderingen tot gevolg heeft die tegen hem door derden-schuldeisers worden ingesteld, of die hem in een toestand van staking van betaling zouden kunnen brengen, legt de minister, die op de hoogte van die vorderingen werd gebracht door de diensten van de Regering of door een derde, een saneringsplan op.

§ 3. Indien de begunstigde weigert zich te schikken naar het door de Regering opgelegde saneringsplan :

1° verliest de begunstigde zijn rechten op elke steun;

2° wordt de programmaovereenkomst of de overeenkomst van rechtswege opgezegd.

§ 4. De diensten van de Regering controleren de tenuitvoerlegging van het saneringsplan en brengen verslag uit aan de minister en aan de bevoegde adviesinstantie.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 63. Dit decreet is van toepassing op de lopende overeenkomsten en programmaovereenkomsten.

De overeenkomst of de programmaovereenkomst die de bepalingen van dit decreet niet naleeft, wordt aangepast naar aanleiding van de hernieuwing ervan, of, uiterlijk vier jaar na de in artikel 65 vastgestelde inwerkingtreding.

Art. 64. De adviesinstanties van de sector van de beeldende kunsten en digitale kunsten die op de datum van inwerkingtreding van dit decreet bestaan, blijven werken zolang ze niet worden vervangen door adviesinstanties die met toepassing van dit decreet worden opgericht. Ze passen het geheel van de bepalingen van dit decreet toe met uitzondering van de bepalingen betreffende de samenstelling van de adviesinstanties.

Art. 65. Dit decreet wordt twee keer per jaar geëvalueerd. De Minister stelt de Regering die evaluatie voor en zendt die aan het parlement over. Die evaluatie bestaat in een verslag dat dit decreet uitvoert. Het overlegcomité voor de beeldende kunsten en het waarnemingscentrum voor het cultuurbeleid nemen deel aan de evaluatie.

Art. 66. Als de Regering van mening is dat het bestuur de nodige gegevens of elk ander type document die ook worden gebruikt voor de aanvraag om erkenning en voor de nadere regels voor de indiening ervan rechtstreeks bij authentieke bronnen van andere besturen of instellingen kan verkrijgen, kan ze de aanvrager ervan vrijstellen die aan het bestuur mee te delen.

Art. 67. Dit decreet treedt in werking op een door de Regering vast te stellen datum, uiterlijk op 1 januari 2015.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 april 2014.

De Minister-president van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting,
Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector,
Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

—
Nota

(1) *Zitting 2013-2014.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 620-1. — Commissie-amendementen, nr. 620-2. — Verslag, nr. 620-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 2 april 2014.